

Sortie du Président du CMJD devant la Presse nationale :

# UN TEST REUSSI

pas évidente pour plusieurs raisons : d'abord le président du CMJD est un homme de la Grande Muatte, que nombre de citoyens trouvaient peu loquace (une anecdote disait que la Mauritanie avait un président qui bégayait (Ould Taya) et que depuis le 3 août, elle en avait un muet). Était-il subtil ou était-il un militaire qui a tout dans les muscles

? pouvait-on se demander dans son for. Ensuite parce que, nouvel homme fort du pays depuis seulement 95 jours, il prenait un risque énorme en se livrant à la presse nationale dont les questions qui fuseraient de tous bords pourraient comporter des pièges ou avoir des réponses mal préparées ; ce qui nuirait à la crédibilité de l'homme et à son action. Et enfin parce qu'au sortir de cette conférence de presse, le Colonel Ely Ould Mohamed Vall se dévoilera

au grand jour avec ses défauts et ses qualités d'homme d'Etat charismatique ou despotique, courageux ou douteux.

## Un Président ouvert et qui rassure mais ...

C'est dire que le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie s'est montré rassurant et a même joué son va-tout dans cette confrontation dont le timing a été bien calculé, (première semaine du mois béni du Ramadan et quelques jours après une interview fluide accordée à Jeune Afrique/L'Intelligent, largement diffusée à Nouakchott et surtout qui ne laisse presque rien aux journalistes locaux, toutes les questions susceptibles d'éveiller leur curiosité y ayant été abordées).

A cela s'ajoute le fait que, d'emblée de jeu, le Colonel Ould Mohamed Vall s'est voulu un soldat de la démocratie en revenant sur sa première décision de parler en français, prétextant que tout le monde dans la salle comprend cette langue et qu'il transmettrait mieux ses idées en les exprimant en français, lorsqu'il s'est rendu compte que la majorité était arabophone et en affirmant que les idées et le program-

mes du CMJD ne sont pas coraniques et restent ouverts à la discussion et à la critique constructive. Cette courageuse décision d'animer la conférence de presse comme le voulait le plus grand nombre de journalistes était un autre risque pris par le président du CMJD mais qui s'avérera payant car le succès sera au rendez-vous, le discours et les réponses improvisés en hassaniya amélioré d'arabe et de français, lui ayant donné un cachet de spontanéité et de franchise à couper le souffle.

Non seulement, le président du CMJD est apparu beaucoup plus à l'aise, dans ce hassaniya arabisé ou francisé dont il se souciera peu de la terminologie par moments, que lorsqu'il lisait péniblement, quelques jours plus tôt, ses discours en arabe, mais la connotation populaire de son discours et de ses réponses tranchait nettement avec la langue de bois habituelle.

Avait-il tant besoin de la presse pour se soumettre à ses volontés et lui faire tant de concessions ? Avait-il voulu la séduire ? "Ce que je vais avancer, ce n'est pas du saint Coran, ce sont de idées. Mais des idées sincères qui viennent du cœur.

Lire page 2&amp;4

# Sortie du Président du CMJD devant la Presse nationale : Un test réussi

Nous sommes convaincus de leur pertinence. Il importe que vous les écoutez, que le citoyen mauritanien à travers vous les écoute. Ce sont des idées que nous défendons, nous essayons de vous en convaincre, parce qu'il s'agit d'idées sérieuses que nous voulons discuter avec vous, parce qu'elles sont dans l'intérêt du pays. Mais le jour où l'on nous convaincra qu'il s'agit d'idées qui ne servent pas l'intérêt général, nous sommes prêts à les abandonner et c'est là, quelque chose d'essentiel dans l'échange entre un pouvoir et son peuple. Il est du droit de la presse mauritanienne et du peuple mauritanien de connaître au préalable les politiques suivies pour qu'elles puissent se prononcer sur leur pertinence."

Quoi qu'il en soit, l'opération de charme a réussi puisque le Colonel Ould Mohamed Vall a su puiser dans le folklore mauritanien pour convaincre son assistance : ["c'était un mets auquel sont invités les politiques étaient invités. Tant que c'est agréable, ils en mangent et quand ils n'en veulent plus ou s'estiment lésés, ils font l'opposition et ainsi de suite", l'économie ? "c'est comme une épicerie aux produits brillants mais périssables", "les nominés ne viennent pas de Chine ni de Taïwan, ce sont des mauritaniens", etc.]. Pourtant, il ne pourra s'empêcher de reprocher à certains journalistes la médiocrité des questions qu'ils posaient en demandant à ce que le niveau des interventions soit rehaussé. Seulement, il ignorait à ce moment que la presse régulière et respectable s'était jurée de ne lui poser aucune question pour protester contre le laisser-aller du secteur caractérisé ici-même sous ses yeux par l'intrusion de faux journalistes, le surnombre de journaux-carteables et la pléthore de "Peshmergas".

Mais au-delà de cette rapport mitigé mi-resein avec la presse (clair pour lui, il reste à définir pour la presse régulière), c'est la détermination du Président du CMJD à aller de l'avant et remplir le contrat pour lequel il a pris le pouvoir le 3 août qui retiendra l'attention.

Courageux sur plusieurs questions, comme celle du passif humanitaire : "Pour ce qui est du passif humanitaire, je vous garantis que je ne blâmes avec aucun problème national et n'en occulte aucun non plus. Il reste que nous procédons de façon graduelle selon une échelle de priorités où chaque chose a sa place et son temps. Le moment venu, le passif humanitaire sera traité ici en Mauritanie par les Mauritaniens et à la mauritanienne.", le Colonel Ould Mohamed Vall devait toujours être tranchant dans ses positions à l'image de la question des audits et des détournements : "Je vous assure que toute institution publique nationale, où quelle se trouve, sera auditée. Aucune n'y échappera. Cependant, cela ne se fera pas dans un esprit vindicatif ou revanchard, mais plutôt dans un esprit constructif, didactique et dans le seul souci de préservation des biens publics. (...) Nous ne sommes pas là dans un souci de règlements de comptes. Le passif est là, les pertes sont irréversibles, il reste que le plus important et qui mérite de retenir réellement notre attention à tous, c'est le présent et l'avenir."

... avertissant et tranchant ...

Le Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie a-t-il pour autant fait une sortie sans faute ? Difficile de dire le contraire même

s'il a, par crainte d'avoir esquivé une question, répondu très vite à des questions aussi délicates que celles des islamistes et du PCD. Deux sujets auxquels il a donné une réponse que certains ont considérés comme des verdicts avant l'heure. Ainsi, à propos du PCD en attente de reconnaissance, le Président du CMJD sera catégorique : "Pour ce qui est du parti Hamed (PCD) le Mauritanien est une République islamique depuis sa création. L'islam est la religion de tous les mauritaniens et si quelqu'un a l'intention de créer un parti islamiste afin de créer une nouvelle République islamique, cela veut dire qu'il veut créer une nouvelle République qui était déjà islamique. C'est pour cela que la Constitution a stipulé que la religion ne peut être lapanage de quiconque. Si c'est l'islam c'est notre islam à tous, si c'est l'islam d'un parti, nous ne pouvons l'accepter." Le PCD s'est-il affiché comme étant le parti des islamistes ou bien les autorités lui concèdent-elles à l'avance qu'il le deviendra une fois autorisé parce qu'il compte déjà dans ses rangs des islamistes aussi influents que Ould Mohamed Moussa et Jamil Mansour, sans oublier le Cheikh Dedew ? Ou tout simplement parce que les autorités ont des raisons que le raison ne connaît pas ? Ce qui est sûr c'est que le courant islamiste a étendu ses tentacules partout dans les formations politiques.

Au sujet des 21 derniers détenus islamistes, le Président du CMJD dira : "La dernière vague des détenus islamistes à la prison civile de Nouakchott ne peut bénéficier du traitement fait aux islamistes poursuivis pour délits politiques et qui ont bénéficié à la mi-août de l'amnistie et je préfère être clair parce que les détenus en question sont divisés en deux groupes. Un groupe parmi eux s'est formé militairement à l'étranger et est revenu avec l'intention de commettre dans ce pays des actes similaires à ceux menés dans certains pays. Leur dossier est devant la justice et ne concerne que la justice. Le deuxième groupe de détenus est constitué d'éléments qui ont créé une organisation clandestine rattachée

à des organisations terroristes. Cette organisation s'est rendue responsable d'une ou de deux opérations au niveau national. Par conséquent, leur dossier, eux aussi, est clair. Il n'y a pas d'intrigues ou de manipulations à ce sujet et c'est à la justice de trancher."

Ces avertissements et affirmations du Président du CMJD ont déjà soulevé le colère des familles des islamistes en prison qui estiment que la justice a rendu son verdict avant l'heure. Ces familles se sentent également lâchées par les avocats qui n'ont encore pas réagi, alors que sous l'ancien régime, il suffisait d'un rien pour que tous les collectifs d'avocats se réunissent et soulèvent un vacarme.

... malgré les non-dits

Mais le Président du CMJD a dit à demi mot beaucoup de choses qui éveillent la curiosité des mauritaniens, notamment que l'ancien président avait l'intention d'imposer une dynastie où sa succession serait assurée par son fils : "Un régime à la tête duquel un homme reste 20 ou 30 ans avec l'esprit de céder le pouvoir à son dauphin ou à son fils n'est plus en phase avec l'époque." De même qu'en répondant à une question relative au délai fixé, il affirmera : "Ce n'est pas à moi de déterminer la période. Le Conseil Militaire a prévu un délai de deux ans, à titre indicatif. S'il est possible de réaliser le programme de transition en moins de deux ans, cette période se verra écourtée et si le délai fixé se révèle insuffisant pour la réalisation de ce programme, il pourrait être prolongé. Mais la décision d'écourter la période ou de la prolonger, ne me revient pas."

Par ailleurs, le président du CMJD justifie son coup de force du 3 août par l'absence d'alternance pacifique possible et le fait que la seule solution était de changer le pouvoir pour atténuer le mécontentement populaire et éviter le chaos : "Nous étions assis sur un volcan."

suite P4